

## Le blé dans l'agriculture du Portugal méditerranéen

Oliveira Baptista F.

*in*

Lerin F. (ed.).  
Céréales et produits céréaliers en Méditerranée

Montpellier : CIHEAM  
Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1986-II

1986  
pages 255-262

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI920107>

To cite this article / Pour citer cet article

Oliveira Baptista F. **Le blé dans l'agriculture du Portugal méditerranéen**. In : Lerin F. (ed.). *Céréales et produits céréaliers en Méditerranée*. Montpellier : CIHEAM, 1986. p. 255-262 (Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1986-II)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# LE BLE DANS L'AGRICULTURE DU PORTUGAL MEDITERRANEEN

**Fernando OLIVEIRA BAPTISTA**

*Institut Supérieur d'Agronomie Université Technique de Lisbonne*

Nous nous proposons, dans ces notes, d'analyser quelques uns des principaux aspects de l'économie et de l'encadrement socio-politique de la production de blé au Portugal. Nous présenterons brièvement les grands traits de l'évolution observée au cours des cinquante dernières années. Cette démarche nous permettra de présenter avec plus de clarté les fondements et la configuration actuelle de l'économie du blé au Portugal.

Cette analyse exige, cependant, un détour par la géographie agricole. Le blé est une céréale caractéristique du Portugal méditerranéen, tandis que le maïs (sur la côte) et le seigle (à l'intérieur du pays) caractérisaient traditionnellement le Portugal atlantique. La production de blé se concentre, en effet, dans les zones méditerranéennes, et principalement dans l'Alentejo (1). Ainsi, entre 1980 et 1983, 69% des surfaces semées en blé étaient situées dans l'Alentejo, qui représentaient 71% de la production (en volume). On peut noter également que la position prédominante de cette région s'est renforcée au cours de ces dernières décennies (2).

Comme le soulignait Orlando Ribeiro en 1942 (3), le blé marquait de manière très nette le paysage agricole du sud du pays, tout comme le maïs et le seigle celui des régions atlantiques. Cette présence est aujourd'hui moins déterminante, mais continue à être importante puisque le blé représente encore 11% du Produit Agricole Brut (PAB) total et 20% du PAB végétal de l'Alentejo (4).

La place occupée par le blé dans l'économie régionale de l'Alentejo a été déterminante dans la définition de la politique relative à cette production ; la bourgeoisie agraire de cette région, caractérisée d'abord par le latifundium et ensuite par le capitalisme agraire, a toujours été étroitement associée à la dictature fasciste qui a gouverné le Portugal de 1926 à 1974.

## LES ANNEES DU LATIFUNDIUM (5)

Le latifundium a dominé l'Alentejo des années trente aux années soixante. La propriété de la terre était très concentrée : en 1952-54, les 700 exploitations de plus de 500 hectares (2% du nombre des exploitations) occupaient plus de la moitié des surfaces mises en culture. Les exploitations de plus de 100 hectares, soit 7% du total, disposaient de plus de 80% de cette même surface. On peut comprendre, au regard de ces chiffres, les données fournies par les recensements de la population : en 1950, les salariés agricoles représentaient 86% de la population active agricole. Si l'on fait une estimation grossière, plus des quatre cinquièmes de ces salariés ne disposaient d'aucune parcelle de terre et ne produisaient aucune culture saisonnière (« seara »).

Ravagé par le chômage, recevant des salaires dérisoires, vivant de manière extrêmement précaire et contraint de travailler dans des conditions pénibles, ce prolétariat agricole a été, entre 1926 et 1974, la cible privilégiée de la dictature fasciste. En effet, pendant la Première République (1910-1926), les travailleurs agricoles avaient eu un rôle important dans les luttes du mouvement ouvrier et avaient mis avec vigueur à l'ordre du jour le thème de la Réforme Agraire. En 1925 par exemple, fortement influencés par le courant anarcho-syndicaliste, ils se sont prononcés, au cours du IVème Congrès des Travailleurs Ruraux, « pour la socialisation intégrale et absolue » des terres et des moyens de production.

La dictature a rendu illégales leurs associations syndicales, réprimé violemment leurs luttes et leurs revendications et écarté de l'horizon des latifundiaires toute menace de Réforme Agraire.

Dans une période où les possibilités de départ de la campagne étaient réduites, les travailleurs agricoles restaient ainsi à la merci de leurs employeurs. On peut remarquer qu'entre 1930 et 1950, la population résidant dans les trois districts de l'Alentejo a augmenté de 21%, tandis que la population active agricole ayant un métier, autre indicateur clair, a augmenté de 25% entre 1940 et 1950.

C'est dans ce contexte que les familles liées à la propriété latifundiaire imposaient leur loi et leurs intérêts, tant au niveau de l'économie agricole que de la politique.

Nous pouvons schématiquement définir les latifundia comme étant des unités territoriales de grande dimension - pour ce texte nous ne considérerons, de façon indicative, que les domaines de plus de 500 hectares - où les meilleures terres étaient cultivées sous le contrôle direct du latifundiaire qui avait recours au travail salarié, tandis que les plus mauvaises, où l'on pratiquait des rotations plus longues, étaient fréquemment laissées à des métayers (« searei-

ros »). Le blé était la principale production annuelle des latifundia et constituait leur plus important pilier économique et financier.

En cédant en métayage les plus mauvaises parcelles, les latifundiaires pouvaient mieux les rentabiliser que s'ils les exploitaient directement. Cela était possible car, dans la situation de chômage et de survie difficile d'alors, les métayers et leurs familles devaient se contenter d'un revenu inférieur à celui auquel ils auraient pu prétendre s'ils avaient été salariés.

C'est dans ce contexte que la dictature issue du coup d'Etat de 1926 put lancer, à partir de 1929, une politique largement inspirée par celle de Mussolini, qui servait alors de référence constante pour les fascistes portugais. Cette politique se développa selon trois axes qui, pour l'essentiel, furent maintenus jusqu'au début des années soixante.

La politique protectionniste, qui avait des racines très anciennes et qui s'était renforcée à partir de 1899, fut réaffirmée. Interrompue pendant une brève période au moment de la première Guerre Mondiale, cette politique avait été reprise dès 1923.

En 1929 furent prises également des mesures d'appui technique et financier à la production de blé. Deux de ces mesures eurent beaucoup d'impact : la subvention pour l'implantation du blé sur les terres incultes d'une part et, d'autre part, la création d'une ligne de crédit de campagne pour cette production (financement du « capital circulant », c'est-à-dire, des dépenses annuelles nécessaires à la production).

Le troisième et dernier axe de cette politique consistait à garantir aux producteurs un prix « plus rémunérateur » que celui pratiqué pour les autres productions. Cette garantie était assurée notamment grâce au monopole d'achat de l'Etat.

Ces mesures, s'ajoutant à quelques années climatiquement favorables se sont traduites, entre 1930 et 1934, par une augmentation des surfaces ensemencées, par une croissance encore plus importante de la production, ainsi que par une augmentation de plus de 60% des rendements à l'hectare. Pendant les cinq années suivantes, les surfaces se sont maintenues à leur niveau, tandis que la production et les rendements ont diminué de près de 13%.

Cette diminution des rendements s'est encore aggravée entre 1940 et 1944 et, surtout, entre 1945 et 1949 conjointement à une forte augmentation de la surface ensemencée. Les facteurs cités le plus souvent pour expliquer cette chute sont, d'abord, l'implantation de la culture du blé sur des terres moins adaptées à cette production, ensuite, le mauvais entretien de la fertilité de beaucoup de sols et, enfin et surtout, les facteurs climatiques. En revanche, l'augmentation des surfaces pendant cette période s'explique moins par le défrichage de nouvelles terres, que par la politique de subventions et d'aides financières dont elle faisait toujours l'objet. Dans ces régions de production de blé, l'agriculture traversait alors une période de crise. Confrontés à des problèmes financiers, les producteurs étaient contraints à choisir la production de blé, au détriment des autres cultures, car elle seule permettait l'apport de trésorerie dont ils avaient besoin. En outre, pour compenser les faibles rendements, les producteurs cherchaient également à réduire la durée des rotations culturales.

Pendant les années cinquante la situation s'est modifiée. Une nouvelle fois l'on observe une augmentation rapide des rendements. L'expansion des surfaces cultivées était, pour les producteurs, un moyen de tirer parti de plusieurs campagnes favorables. Tout en ne négligeant pas les facteurs technologiques, A. Cabral (6), un auteur bien informé, explique surtout cette augmentation des rendements par l'influence climatique. Ces résultats favorables ont eu comme conséquence immédiate l'augmentation des rentes et des parts de métayage. Notons qu'à cette époque, près de 40% des surfaces de blé étaient cultivées en métayage ou en fermage.

Les ventes assurées à un « prix rémunérateur » et un appui continu et fort au niveau financier aboutirent à une extension des cultures, notamment grâce aux métayers, qui a renforcé l'économie des latifundia, dont le blé, comme nous l'avons déjà dit, était la principale production annuelle.

Cette augmentation des surfaces a également renforcé les caractéristiques qui marquaient traditionnellement l'agriculture du sud du pays - « latifundium et monoculture de céréales sont les deux traits dominants du faciès au sud du Tejo » (7) - et aggravé la dégradation des sols de la région. En effet, dans certains cas, les rotations plus courtes ont été encore plus épuisantes pour les sols que par le passé et ont révélé, avec plus de netteté, les insuffisances des techniques culturales et de fertilisation. En outre, le blé a commencé à être cultivé sur des terrains plus inclinés, ce qui, associé aux insuffisances des techniques culturales utilisées, a entraîné une érosion importante sur de grandes surfaces.

Les objectifs explicites affirmés par la politique du blé lancée en 1929 étaient de « rétablir la dignité de l'agriculture » et « promouvoir l'augmentation de la production de blé de façon à satisfaire les nécessités de la consommation et à éviter d'importantes dépenses en or nécessaires aux importations ». Dans l'optique du gouvernement, le premier de ces objectifs a été clairement atteint puisque, comme nous l'avons vu précédemment, l'économie des latifundia a été défendue et renforcée. Par contre, malgré les grosses productions de certaines années, l'auto-suffisance est loin d'avoir été atteinte. Entre 1930 et 1960, on n'observe un excédent du commerce extérieur en blé que pour la seule année 1935, où les exportations ont atteint le volume non négligeable de 110 000 tonnes. Il est important également de noter que l'augmentation de la production de blé des années cinquante n'altère en rien la dépendance

du pays dans ce secteur. En effet, pendant la même période, la population portugaise a augmenté (de 1930 à 1960 elle passe de 6,8 à 8,9 millions d'habitants), tandis que la consommation par habitant ne varie pas de façon significative, entraînant de la sorte une augmentation des importations.

## II. LES ANNEES SOIXANTE : LE CAPITALISME AGRAIRE

Dans l'Alentejo, les années soixante sont celles de la crise du système des latifundia. Le principal facteur responsable de cette crise des structures de production a sans doute été l'exode rural et agricole, rendu possible par l'émigration vers les pays européens. L'ampleur de cet exode est un premier indicateur de cette évolution : sur les trois districts de l'Alentejo, entre 1960 et 1970, la population résidente et la population active diminuent de 23%, tandis que la population active agricole diminue de 33%.

Cette possibilité d'émigrer a créé, à l'intérieur du pays, des conditions de lutte plus favorables pour les ouvriers agricoles, leur permettant ainsi d'arracher des salaires plus élevés. Dans l'Alentejo, le niveau des salaires des travailleurs agricoles passe d'un indice 100 en 1962 à un indice 299 en 1972, alors qu'entre 1950 et 1962 il n'augmente que de l'indice 70 à l'indice 100. Au niveau du producteur, les prix des principales productions n'ont pas suivi cette évolution. En prenant toujours comme base 100 les chiffres de l'année 1962, nous pouvons citer certains exemples : Blé : indice 100 en 1950, 120 en 1972. Huile d'olive : indice 91 en 1950 et 147 en 1972. Bovins : 79 en 1950 et 193 en 1972. Porcins : 89 en 1950 et 173 en 1972. Ovins : 59 en 1950 et 218 en 1972. Lait de vache : 187 en 1972. Liège : 54 en 1950 et 144 en 1972.

Au point de vue des prix de certains moyens de production (base 100 en 1962) nous obtenons les évolutions suivantes : Traction animale : 81 en 1950 et 218 en 1972. Machines agricoles : 134 en 1973. Fuel : 105 en 1972. Engrais (le kg d'azote dans le sulfate d'ammonium) : 108 en 1950 et 100 en 1972. Semences sélectionnées de blé : 106 en 1972. Herbicide pour le blé : 138 en 1972.

On observe également à cette période une diminution de l'intérêt pour la production de blé en métayage, puisque l'émigration représentait pour les « sareiros » une meilleure solution en termes de revenus.

On peut ainsi facilement comprendre que la situation qui se dessine pendant les années soixante ait mené à la crise les systèmes de production traditionnels, basés sur une force de travail corvéable à merci et recevant de bas salaires.

La crise atteint alors toutes les catégories d'exploitations. Dans les latifundia, le départ des métayers a entraîné une réduction des surfaces semées. Par ailleurs, que ce soit dans les latifundia ou dans les entreprises patronales, les terres cultivées à l'aide d'une main d'œuvre salariée n'ont été maintenues en culture que dans la mesure où il était possible de transformer les systèmes de production et d'adopter des technologies augmentant la productivité du travail et les rendements. Ces changements, basés surtout sur la mécanisation et l'intensification de la production, ont exigé des investissements élevés et de grandes augmentations des consommations intermédiaires.

Les aspects les plus visibles de ces transformations des systèmes de production sont donc l'utilisation croissante de moyens de production, permettant l'accroissement de la productivité du travail et la réduction des surfaces cultivées. Nous pouvons citer quelques chiffres révélateurs. Le pourcentage d'exploitations utilisant l'énergie mécanique dans l'Alentejo passe de 2% en 1952 à 51% en 1968 ; le nombre de tracteurs, dans cette même région, de 1401 en 1952 à 4476 en 1962 et à 10039 en 1972. La consommation d'engrais (en kg d'azote, d'acide phosphorique et de potasse) pour la culture du blé double pratiquement entre 1955-56 et 1968-71. Les surfaces de blé traitées à l'herbicide passent de 11% du total en 1952 à 18% en 1962 et à 29% en 1973. Dans les trois districts d'Evora, Beja et Portalegre, la part des semences sélectionnées dans le total des semences de blé utilisées passe de 23% en 1953-58 à 83% en 1969-73.

L'autre aspect de ces transformations est la réduction des surfaces cultivées. Ainsi, dans l'Alentejo, de 1955-59 à 1970-73, la surface totale cultivée diminue de 36% et la surface en blé de 31%, tandis que le rendement moyen passe de 8 à 12 quintaux à l'hectare. Cette augmentation des rendements est due à l'intensification et à la concentration de la production sur les meilleures terres.

Les terres non cultivées ont été purement et simplement abandonnées, ou bien destinées à l'élevage extensif ou au reboisement, ou encore utilisées comme réserve de chasse.

Une autre conséquence marquante de la crise des années soixante a été l'émergence d'un capitalisme fort et bien équipé. Ce capitalisme s'est forgé à partir des unités de production (supérieures à 200 ha pour avoir une indication grossière) qui ont eu la capacité d'investir et de reconvertir leurs systèmes de production, c'est-à-dire des latifundia ou des grandes exploitations agricoles - en fermage ou en faire valoir direct - disposant de bonnes terres. Dans ce cas, la réduction des surfaces cultivées a été accompagnée d'une intensification des systèmes de production et d'une augmentation significative de la taille économique des entreprises.

L'émergence et le renforcement de ce secteur capitaliste ont été largement favorisés par la politique économique du gouvernement et par les nouvelles orientations en matière de soutien à la production de blé. Celles-ci se sont traduites par une modification des modalités d'appui financier à la production, ainsi que par le maintien des deux

autres axes sur lequel se basait la politique gouvernementale depuis les années trente, à savoir le protectionnisme et une garantie de prix et de commercialisation.

Les crédits de campagne destinés à la production de blé n'ont été limités par aucune restriction technique et constituaient de ce fait une incitation efficace. Comme cela avait déjà été le cas auparavant, pour faire face à des problèmes de trésorerie, certaines exploitations ont été conduites à faire du blé même si ce n'était pas la meilleure solution sur le plan technico-économique. La crise des systèmes de production a entraîné l'abandon des systèmes extensifs, particulièrement à partir de 1965 quand le gouvernement abandonne sa politique de crédits de campagne et réoriente les mécanismes de financement (crédits et subventions) dans le sens d'une concentration de la production sur les meilleures terres et sur les exploitations dont les dimensions sont considérées comme rentables, très capitalisées et ayant une bonne productivité.

Même si cette politique n'a pas été menée avec un objectif aussi sélectif que l'on pourrait le supposer d'après sa définition, elle a contribué, de fait, à consolider le capitalisme agraire, à réduire les surfaces cultivées et à augmenter les rendements. Cette augmentation des rendements a atténué la chute de la production par rapport aux années 1955-59, au cours desquelles les surfaces de blé ont atteint leur niveau maximum.

Par ailleurs, pendant cette période (1960-74), on enregistre une augmentation de la consommation. Les importations continuent donc inévitablement d'exister, maintenant l'importante dépendance du pays par rapport à l'extérieur : de 1960 à 1974 le Portugal a dû importer 29% du blé qu'il a consommé.

### III. REFORME ET CONTRE-REFORME AGRAIRE

En avril 1974, la Révolution des Œillets a fait tomber la dictature militaire au pouvoir depuis 1926, ouvrant une période (1974-76) de conflits sociaux importants. Pendant cette période, le prolétariat agricole (8) du Portugal méditerranéen a déclenché un vaste mouvement d'occupation de terres qui a sans doute constitué le premier acte de la Réforme Agraire.

Ainsi, 1 16 millions d'ha de terre ont été occupés, dont 991 000 (soit 85%) dans les trois districts de l'Alentejo. Sur ces terres, 511 Unités Collectives de Production ou coopératives agricoles de production (UCP/coop.) ont été constituées (342 dans l'Alentejo). Elles étaient gérées collectivement par les travailleurs agricoles qui disposaient des terres occupées et des moyens de production.

Ces occupations ont modifié le visage de l'Alentejo. La répartition des terres était alors la suivante : agriculture familiale : 21% ; capitalisme agraire : 24% ; secteur de la Réforme Agraire : 55%.

Cependant, l'évolution de la situation politique portugaise a conduit, dès 1977, à un processus violent de contre-Réforme Agraire. Cette contre-réforme, dont le but était d'étouffer économiquement et financièrement les UCP/coop., les a amputés de plus de la moitié de leur surface et d'une partie de leurs moyens de production (bétail, machines, bâtiments, ...). La surface totale des UCP/coop. est ainsi passée de 1,13 millions ha en 1975-76 à 410 en 1984-85. Le nombre de travailleurs dans ces coopératives passe de 44 100 à 10 600 pendant la même période. Fin 1985, 230 UCP/coop. avait déjà été totalement démantelées. (9)

L'écrasante majorité (plus de 80%) des terres qui leur ont été retirées ont été rendues à leurs anciens propriétaires qui, avec un important appui gouvernemental (crédits et subventions), mènent la restauration d'un puissant secteur capitaliste.

Le mouvement d'occupation des terres avait été déclenché à un moment où la menace du chômage, (atténuée pendant les années soixante par l'émigration), planait de nouveau fortement sur le sud du pays. Certains faits, liés aussi bien à la crise économique qui fait irruption dès le début des années soixante-dix qu'à la situation politique ouverte au Portugal après le 25 avril 1974, vont largement contribuer à cette situation. Nous pouvons citer les principaux : la diminution des flux migratoires ; la réduction des effectifs militaires ; le retour à la campagne de salariés licenciés par les entreprises de la région de Lisbonne-Setubal ou de l'Alentejo, particulièrement dans le secteur de la construction civile ; la perte de rentabilité, dans la logique de fonctionnement du capitalisme, de certaines pratiques culturales (certaines formes de taille, binage et cueillette effectués manuellement, etc.), en raison des augmentations de salaires obtenues par les travailleurs ; et, enfin, l'arrivée sur le marché du travail, de nombreuses femmes motivées par l'augmentation des salaires.

Dans ce contexte, l'occupation des terres a eu comme objectif immédiat de résoudre le problème du chômage auquel étaient confrontés les travailleurs agricoles. Les relations sociales de production qui ont alors vu le jour dans le secteur de la Réforme Agraire répondaient, dans cette situation sociale, à un besoin d'optimisation du niveau de l'emploi dans les UCP/coop. Il y avait, cependant, un obstacle majeur pour atteindre cet objectif : l'héritage de systèmes agricoles inadaptés modelés par les latifundia ou par le capitalisme agraire qui ne prenaient pas en considération les questions d'emploi.

L'adéquation entre les relations sociales de production de la Réforme Agraire et les anciens systèmes agricoles exigeait, d'une part, un important appui financier pour la réalisation d'investissements et, d'autre part, un important appui technique permettant aux travailleurs de maîtriser de nouvelles productions et de nouvelles formes de production.

Or, la contre-Réforme Agraire déclenchée dès 1977 a abouti non seulement à une réduction de plus de moitié de leur surface, mais aussi au boycott de tout appui technique et financier aux coopératives. En l'absence d'appuis, il n'a pas été possible de développer, dans le Portugal méditerranéen, des systèmes agricoles ouvrant la voie à une agriculture différente, créatrice d'emplois et permettant l'augmentation des surfaces cultivées et de la production.

Les modifications qui se sont produites ont pris une toute autre direction. Avec l'avancée de la contre-Réforme Agraire, le secteur de la Réforme Agraire s'est progressivement affaibli, le capitalisme agraire redevenant prédominant. C'est donc finalement la logique économique capitaliste, déjà présente pendant les années soixante, qui détermine les tendances d'évolution de la population et des surfaces cultivées. Ainsi, entre 1970 et 1981, alors que le chômage atteignait tout le pays et spécialement l'Alentejo, la population active agricole a diminué de 43% dans cette région. En prenant comme base la période 1955-59, la surface cultivée passe de l'indice 64 en 1970-73 à 49 en 1979-82. La surface cultivée en blé a suivi naturellement cette tendance, passant de l'indice 68 à l'indice 50 pendant cette même période (base 100 en 1955-59). Pour l'ensemble du pays, ce même indicateur passe de 59 à 42.

Pour le blé, la politique suivie depuis 1974 a maintenu deux des principaux axes des politiques antérieures : le protectionnisme et le monopole d'achat de la production par l'Etat à un prix fixé par lui. Ce monopole a été aboli en 1984, mais ce n'est que maintenant que cette mesure commence à rentrer dans les faits. Le blé restait donc une culture très protégée.

En ce qui concerne l'appui financier (crédits et subventions), on observe de façon nette, depuis 1974, qu'il n'est plus attribué de façon exclusive à la production du blé. Cette culture n'est plus considérée comme la seule production de l'agriculture du Portugal Méditerranéen, mais comme une partie, néanmoins importante, de cette agriculture. Il convient de noter que cette tendance se dessinait déjà pendant les années soixante.

Les transformations observées au niveau des structures de production ont été accompagnées par une aggravation sensible de la dépendance du Portugal pour ce qui concerne le blé. En effet, la production a baissé, suivant grosso-modo la diminution des surfaces cultivées. Et inversement, la consommation suit la croissance de la population (8,6 millions en 1970 et 9,8 en 1981) et atteint à l'heure actuelle environ un million de tonnes par an. Pendant la période 1980-83, le Portugal est donc obligé d'importer 63% du blé qu'il a consommé. En 1980, ces importations représentent 3% du déficit de la balance commerciale portugaise et 25% de la balance commerciale des produits agricoles (produits forestiers compris) (10).

Depuis 1986, le Portugal est membre de la Communauté Economique Européenne. Il est donc important de conclure avec quelques commentaires concernant les conséquences de cette intégration sur l'économie de la production de blé. En ce qui concerne les structures de production, les études réalisées (11) prévoient de façon générale un impact négatif sur les systèmes de production où la culture du blé est dominante. On admet cependant que, sur les meilleures terres, cette production pourra supporter les conditions de marché entraînées par l'adhésion à la CEE. Il faut noter à ce propos que les rendements moyens au Portugal sont cinq fois inférieurs à la moyenne de l'Europe à la veille de l'adhésion des deux pays ibériques.

Une autre conséquence liée à cette adhésion est le changement d'origine des blés importés. En effet, le Portugal s'approvisionne essentiellement aux Etats-Unis (95% du blé importé en 1980-83). Selon les termes du traité d'adhésion, après une période transitoire, le Portugal devra s'approvisionner à l'intérieur de la Communauté. Les pays européens exportateurs enlèvent ainsi un marché à leur grand concurrent américain.

#### NOTES :

- (1) : *Comme le montre Orlando Ribeiro (Portugal, o Mediterrâneo e o Atlantico.-Lisbonne : Sa da Costa, 1967, 163 p. Première édition en 1945), l'influence méditerranéenne est marquante depuis le littoral sud jusqu'aux zones situées au nord du Tejo. C'est dans cette vaste région que se situe l'Alentejo, terroir de la production de blé. Les paysages et les systèmes de production qui caractérisent l'Alentejo s'étendent du sud des districts de Setúbal, de Santarém et de Castelo Branco, jusqu'à la Serra de l'Algarve, c'est-à-dire, aux zones situées au nord du district de Faro (au niveau administratif, le Portugal est divisé en 18 districts). Entre ces deux limites, nous trouvons l'ensemble des districts de Évora, Beja, Portalegre. La concentration de la production de blé dans la région de l'Alentejo est donc encore plus importante que ne le montrent les valeurs présentées, car celles-ci ne concernent que ces trois derniers districts (Évora, Beja et Portalegre).*
- (2) : *L'Alentejo représente les pourcentages suivants de la surface totale semées en blé : 1945-49 : 55% ; 1950-54 : 56% ; 1955-59 : 58% ; 1960-64 : 54% ; 1965-9 : 54% ; 1970-74 : 61% ; 1975-79 : 68% ; et 1980-83 : 69%. En volume de production la région représente les pourcentages suivants : 1925-29 : 59% ; 1945-49 : 57% ; 1950-54 : 57% ; 1955-59 : 57% ; 1960-64 : 55% ; 1965-69 : 57% ; 1970-74 : 64% ; 1975-79 : 72% ; et 1980-83 : 71%. La production de 1925-29 a été évaluée en hectolitres et pour les autres années, en tonnes.*
- (3) : *RIBEIRO (Orlando).- Para uma geografia do trigo em Portugal.-in : Boletim da FNPT, n° 2, Premier semestre 1942.*
- (4) : *CABRAL ROLO (Joaquim A.) et al.- Produto Agrícola Bruto no Continente, Regiões e Conselhos.-Lisbonne : Departamento Central de Planeamento, 1985, 152 pp. + 7 pp. + 12 pp.*

- (5) : *Dans l'analyse de l'agriculture du Portugal Méditerranéen que nous présentons ici, quelque soit la période - les années du Latifundium, le capitalisme agraire, Réforme et contre-Réforme Agraire - nous nous basons et nous reprenons des passages d'un autre texte que nous avons écrit : Latifundio, Capitalismo, Reforma Agraria - três épocas da agricultura alentejana, communication aux « Primeras jornadas técnicas sobre conservación y desarrollo de las Dehesas portuguesa e española » qui ont eu lieu à Badajoz en janvier 1986.*
- (6) : CABRAL (Arlindo). - *Monografia sobre medidas de politica economica adoptadas sobre a cerealicultura no periodo de 1950- 1973. - Dactilographié. - 1976, p. 257.*
- (7) : ALMEIDA ALVES (J.). - *O problema da manutenção da fertilidade na agricultura do Sul - Notas para o seu estudio. - Elvas, 14, 1961, p. 13.*
- (8) : *En 1970, date du dernier recensement de la population réalisé avant 1975, le prolétariat agricole constituait 82% de la population active agricole de l'Alentejo.*
- (9) : *Xème Conférence de la Réforme Agraire. - Evora, 1986, 32 p.*
- (10) : *Relatorio e contas da Empresa Publica de Abastecimento de Cereais (années 1979, 1980, 1981, 1982 et 1983) et PINTO (A. S.) et al. - A economia do setor agricola - analise da evolução 76- 80. - Instituto de Pesquisa Social Damão de Gois, 1982, 77 p.*
- (11) : *Voir PINTO (A. S.) et al. - Agricultura Portuguesa e adesão à CEE. - Lisbonne : Ministério da Agricultura, Comercio e Pescas, 1983, 52 p. ; TROPA ALVES (A. M.)- Trigo - preço, produtividade. - in : Boletim de Concorrência e Preços. - Lisbonne, n° 3, 1984, pp. 3-5 ; et FOX (R.). - Extensive farming in the Alentejo. - in : Portuguese Agriculture in Transition (à paraître à la Cornell University Press).*

**ANNEXE 1 : BLE**  
**SURFACE SEMÉE, PRODUCTION, IMPORTATION, EXPORTATION**  
**ET RENDEMENT MOYEN A L'HECTARE.**  
 (moyennes annuelles)

Années	Portugal					Alentejo
	Surface semée (1000 ha)	Production (1000 t)	Importation (1000 t)	Exportation (1000 t)	Rendement moyen à l'ha base 100 = 1925-29	Surface semée (1000 ha)
1925-29	437,6	280,4	191,5	0,1	100	
1930-34	497,6	507,1	68,5	-	159	
1935-39	496,2	440,0	25,5	22,2	138	
1940-44	570,8	380,9	130,1	2,2	104	
1945-49	674,0	386,2	225,5	3,7	89	364,1
1950-54	719,2	640,9	135,5	18,9	139	402,6
1955-59	813,0	658,9	55,3	8,3	126	474,2
1960-64	709,8	526,1	191,5	2,9	116	380,9
1965-69	545,4	552,5	280,5	0,9	158	316,4
1970-74	479,2	599,3	222,6	1,2	195	324,5
1975-79	377,8	403,8	416,9	0,2	167	256,8
1980-83	343,6	374,0	645,7	0,1	170	238,3

Source : *Estadísticas Agrícolas.*

ANNEXE 2 : PORTUGAL  
DIVISIONS ADMINISTRATIVES

